

QUATRIÈME
MANDAT

2) Les peuples algérien

C'est exprès qu'il n'y a pas de «s» à la fin du mot «Algérien», le sens de mon propos étant justement là. Je ne crois pas, malgré tout ce que j'en ai dit, que Bouteflika soit un monstre de narcissisme surgi d'un épisode cauchemardesque de notre histoire ou constitue une exception unique en son genre et en son nombre dans notre passé institutionnel.

Né au Maroc où il a passé sa vie jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, il a dû être marqué jusqu'à la fascination par le pouvoir absolu de la monarchie alaouite. Rentré en Algérie pour aussitôt siéger dans son gouvernement à l'âge de vingt-cinq ans alors qu'il n'avait jamais travaillé, il s'est trouvé au bon endroit et au bon moment pour apprendre le métier de despote en observant simplement les pratiques de Ben Bella, puis de Boumediène, lesquels n'auraient jamais quitté le pouvoir si le premier n'avait

siècles, l'inexistence de liens sociaux, économiques et politiques entre les individus composant la collectivité, l'insignifiance de la production intellectuelle, ne favorisent pas l'installation en cinquante petites années dans des systèmes d'organisation sociale et politique modernes et développés. Cette analyse n'a pas été faite en profondeur, on n'a pas mis au jour cette face cachée de nous-mêmes dont surgissent les idées et les comportements qui nous poussent, comme avec le phénomène islamiste

Ce sont toujours ceux qui sont contre quelque chose qui sortent manifester, pas ceux qui sont pour. Mais ça ne veut pas dire que ceux qui ne sortent pas sont d'accord avec le régime.

été renversé par un coup d'Etat, et le second inopinément rappelé par le Seigneur.

Tous deux ont été à l'école du zaïm Messali Hadj qui a condamné la Révolution et la combattit parce qu'il n'en avait pas été l'initiateur et le chef. Après eux, Chadli, Boudiaf et Kafi n'auraient sans doute pas quitté le pouvoir de leur plein gré. Même ceux qui ont rêvé d'y être mais n'ont pu, comme Abassi Madani qui a humé un temps le musc du califat, auraient trouvé des raisons de ne pas le quitter, ni Saâdani ne le quitterait si d'aventure il arrivait au pouvoir par le train qu'on n'aura pas vu parce que caché par la Micheline du 4^e mandat. De tous ces noms, aucun n'a eu la chance de «M'hamed ad-dib» (personnage équivalent à Djoha ; surtout à ne pas confondre avec le grand écrivain Mohammed Dib).

Pourquoi ce qui est évident ne saute-t-il pas toujours aux yeux de tous ? On ne sort pas de siècles de colonisation pour s'installer tranquillement dans des formes de vie modernes empruntées à d'autres nations et sans en avoir préalablement assimilé l'esprit et les codes d'utilisation.

On ne peut pas être la réplique exacte de citoyens «normaux» quand on n'a pas été formaté par une longue expérience sociale, une culture du Droit et de l'Etat, une éducation civique et politique. Il y a un héritage sociologique et culturel, comme il y a un héritage biologique et génétique. En ce qui nous concerne les représentations men-

hier, à vouloir aller à contre-sens de l'évolution humaine, ou comme avec le 4^e mandat aujourd'hui en acceptant de rentrer dans une phase de précarité qui pourrait nous être fatale. On fait comme si de rien n'était, comme si nous étions aussi «normaux» que les autres, comme si un homme qui n'a jamais été colonisé et un autre qui a subi diverses occupations politiques, militaires et culturelles se valent et sont interchangeables.

Là, je vais user d'une image qui choquera peut-être mais éclairera ces propos : au temps de la colonisation, l'Algérie était pour les Français une colonie et pour les Algériens une prison de la taille d'un pays. Après plus d'un siècle d'enfermement ponctué de mutineries, les prisonniers en vinrent à s'organiser et à convenir d'une conjuration qui les libérerait de l'administration pénitentiaire et des geôliers. La révolte éclata un jour dans tous les quartiers et toutes les parties de la prison et dura plus de sept ans au terme desquels l'administration et ses forces armées capitulèrent et prirent le large. Les prisonniers s'évadèrent en masse. Ils étaient dix millions. Se prendre en charge était une nécessité vitale à leur survie, et ils entreprirent alors de se doter d'organes de direction.

Or les évadés, à part un petit nombre d'entre eux qui s'étaient instruits durant l'incarcération, ne savaient pas grand-chose de ce qu'était un Etat et comment le fabriquer. Dans leur imaginaire dominé par une vision de l'univers mi-théocratique, mi-

du Moyen-Âge, deys et beys de la période ottomane, bachaghas et caïds de la période carcérale, zaïms et cheikhs du Mouvement national apparu durant la détention... Pour mieux se légitimer, le nouvel Etat devait se doter d'une autre facette, d'une trompeuse façade : assurer le couscous et le burnous aux anciens détenus et répartir rentes et privilèges entre ses serviteurs.

L'Etat algérien né de cette conception et de ces circonstances n'a pas émané du collectif des évadés, mais de lui-même. La perpétuation de l'ancien mode de pouvoir absolutiste allait être assurée par le pouvoir personnel de Ben Bella et de ses successeurs jusqu'à la présidence à vie de Bouteflika. Voilà les archétypes que connaissent les Algériens, et telle est la culture politique dans laquelle ils ont toujours baigné.

Entre 2011 et 2013, j'ai publié dans ce journal une quarantaine de contributions liées au printemps arabe⁽¹⁾. Ce qui m'intéressait dans le phénomène était moins ses apparences ou ses conséquences politiques que ses soubassements culturels et psychologiques. Mon regard sur lui était essentiellement culturaliste. Derrière les mouvements de foules et les discours politiques, j'étais particulièrement attentif aux courants d'idées qui l'irriguaient. J'observais du plus près possible l'homme arabo-musulman hésitant entre deux directions de l'Histoire, déchiré entre le choix démocratique et la tentation théocratique. Quand vint le moment des élections, j'ai essayé d'expliquer pourquoi un réveil magique devait fatalement se traduire par un vote mécanique. Avec les régimes qui

C'est une notion très ardue que celle de «peuple». C'est l'un des termes les plus confus qui soient et celui qui se prête le plus à la manipulation, voire à l'escroquerie. Théoriquement un peuple, c'est tout le monde, sans aucune exception, mais l'utilisation qu'en fait le discours politique convient aussi bien à une infime quantité de personnes qu'à leur totalité.

tombaient, je voyais surtout s'effondrer une culture despotique portée aussi bien par les despotes que par les «despotisables».

La lutte contre la culture du despotisme vient de s'ouvrir chez nous où une poignée d'Algériens ont commencé à s'insurger contre une anomalie politique et morale, la candidature d'un homme de 77 ans gravement atteint par une maladie invalidante ; contre la résurgence d'un mythe, celui de l'homme providentiel même impotent ; contre un des derniers cultes de la personnalité en vigueur dans le monde ; contre un règne marqué par la corruption et la promotion des corrompus ; contre le risque que le 4^e mandat serve à installer à la tête du pays une mafia politico-financière...

Au sein de notre peuple beaucoup portent la «despotisabilité» comme ils portaient jadis la «colonisabilité». Même ceux qui ont fait des études ici ou à l'étranger, même ceux qui paraissent rationnels et modernes, entonnent en ce troisième millénaire la vieille chanson de l'homme unique qui, même à 77 ans, paralysé et aphone, est présenté comme ce qu'il y a de mieux pour l'avenir du pays et sa stabilité. Qui est responsable de cette situation qui perdure à travers les âges ? Dieu ? L'Histoire ? La main de l'étranger ? Ou tout simplement nous-mêmes, de père en fils, à travers les idées fausses qui nous animent et nous gouvernent sans que nous en soyons conscients.

En termes juridiques, pour l'ONU et le reste du monde, nous sommes un seul peuple. Mais à nos propres yeux nous apparaissions dans certaines circonstances comme si nous étions deux peuples (car

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr



d'autres subdivisions, moins importantes, existent). Deux peuples qui peuvent en arriver aux pires extrémités comme en 1992 où il y avait grosso-modo les islamistes et les non-islamistes. Pour les islamistes, les laïcs et les démocrates sont des apostats, des ennemis de l'islam qui ne méritent pas d'être enterrés dans les cimetières des musulmans comme vient de le proclamer cheikh Hamadache. Pour leurs adversaires, les islamistes devraient être jetés au milieu de l'océan comme ont fait les Américains avec Ben Laden.

Dans le contexte que nous vivons, il y a une nouvelle fois plusieurs peuples en un seul : au centre, le gros de la population happée par son quotidien difficile, pour qui aucune élection n'a changé quelque chose

à sa condition et qui s'en fiche de savoir qui va être président en avril prochain, d'un côté ceux qui s'opposent au 4^e mandat, s'expriment et se montrent dans les partis, les associations et la société civile, et d'un autre ceux qui soutiennent le 4^e mandat, membres de l'establishment politique et économique et des partis administratifs.

Partisans et adversaires se revendiquent tous deux du peuple, un peuple qui n'est plus un bloc monolithique, une masse compacte, mais est devenu des courants d'idées, des couches sociales, des habitants des villes et des campagnes, des jeunes et des adultes, des citoyens qui voient dans le Président-candidat un messie et d'autres qui voient en lui un malade et un mégalomane qui a fait énormément de mal au pays, aux institutions et aux hauts cadres compétents et honnêtes.

Ses inconditionnels voient en Bouteflika le moudjahid qui a pris part à la libération du pays, le Talleyrand de Boumediène, le Kissinger de Nixon, le Chou En Laï de Mao, le Adenauer qui a reconstruit l'Allemagne, le Den Xia Ping qui a réformé la Chine, le Mandela qui a réconcilié les Blancs et les Noirs... Ils aiment l'exagération, les contes et légendes, et voient volontiers en lui un prophète, un homme prodigieux qui a effacé la dette extérieure, porté à leur sommet les réserves de change, payé de ses deniers autoroutes, métro et barrages, et clament que s'il quittait son poste les réserves de change fondraient, la guerre civile reprendrait, les revenus du pétrole cesseraient de rentrer, les puits de pétrole tariraient et que la pluie ne tomberait plus...

Ils aiment l'exagération, les contes et légendes, et voient volontiers en lui un prophète, un homme prodigieux qui a effacé la dette extérieure, porté à leur sommet les réserves de change, payé de ses deniers autoroutes, métro et barrages, et clament que s'il quittait son poste les réserves de change fondraient, la guerre civile reprendrait, les revenus du pétrole cesseraient de rentrer, les puits de pétrole tariraient et que la pluie ne tomberait plus...

tales transmises par nos aïeux, la culture orale et rurale, des pratiques sociales soumises à des traditions obsolètes et une religiosité ne laissant que très peu de place à la rationalité, imprègnent encore nos modes de pensée et président à l'essentiel de nos comportements, les défendant d'une influence trop importante des apports de la modernité qu'elles filtrent comme les rayons solaires nocifs sont filtrés par la couche atmosphérique qui protège la planète. L'absence de self-government durant des

moderne, cette notion renfermait tout à la fois Dieu, le Prophète, les califes «bien guidés» et ceux mal guidés. L'Etat se présentait à leur entendement comme une figure de pouvoir, d'autorité, de commandement, de force qui plie les autres à sa toute-puissance.

Tout ce qu'avait recensé la mémoire politique des prisonniers nouvellement souverains confirmait cette vision absolutiste du pouvoir : aguellids et rois de l'Antiquité, sultans et émirs des dynasties arabo-berbères